

[print](#)

## Quand l'apartheid s'exporte au sud du continent

De [Prof Michel Chossudovsky](#)

Global Research, décembre 20, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/quand-lapartheid-sexporte-au-sud-du-continent/5362070>

Cet article a été publié pour la première fois en français dans [Le Monde diplomatique en avril 1997](#). Il a ensuite été publié dans l'African Journal of Political Economy et dans le livre de l'auteur, [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#).

La politique d'expropriation des terres au Mozambique, ayant mené à la création de fermes d'Afrikaners (Blancs) en utilisant des travailleurs agricoles mozambicains sous contrat, avait l'appui du gouvernement de l'ANC. Cette politique a également eu la bénédiction personnelle du président Nelson Mandela, « qui avait délégué le premier ministre de Mpumalanga, Matthews Phosa, au Conseil des gouverneurs de la Sacada ».

Éminent politicien de l'ANC et l'un des hommes d'affaires noirs les plus prospères dans la province de Mpumalanga (est du Transvaal), le premier ministre Phosa a contribué à jeter les fondements politiques de l'expansion des intérêts commerciaux afrikaners dans les pays voisins.



Le projet de la Chambre sud-africaine pour le développement de l'agriculture, la Sacada, a été coordonné le chef du parti de droite Freedom Front (Front de la liberté) et ancien chef des Forces de défense de l'Afrique du Sud, le général Constand Viljoen.

Viljoen a développé une relation personnelle étroite avec Nelson Mandela. Il avait convaincu Mandela que la promotion de fermes afrikaners dans les pays voisins « fournirait de la nourriture et de l'emploi pour les habitants ». Cette politique gouvernementale de l'ANC impliquait de facto un processus d'expropriation des terres allant à l'encontre des principes fondamentaux de la lutte de l'ANC pour les droits fonciers des paysans africains. Cela n'a toutefois pas fait l'objet de discussion.

Dès le départ, l'agrobusiness international et la Banque mondiale ont participé à ce projet. Il est à noter que pendant la période de « transition » précédant les élections présidentielles de 1994, le général Constand Viljoen avait « comploté une guérilla afrikaner contre le régime multiracial ». (Financial Times, 5 décembre, 2013)

Alors que Mandela « croyait en l'action » ... il y a toujours eu au cœur de [son] militantisme un désir d'amener le régime colonial blanc à s'asseoir à la table de négociations ». (Mail et Guardian, 12 décembre, 2013). Cette attitude a largement

caractérisé ses relations avec le général Viljoen.

Il convient de noter que dans les années 1980 général Viljoen, en tant que chef de la Force de défense sud-africaine, a mené les troupes sud-africaines en Angola. En 1993, il a participé à la création de L'Afrikaner Volksfront (AVF), un parti de droite raciste. Il a fondé plus tard le Freedom Front lequel a présenté des candidats aux élections d'avril 1994.



L'article sur l'exportation de l'apartheid a été l'objet de controverses.

Sa publication dans Le Monde diplomatique en avril 1997 a coïncidé avec les audiences de la Commission vérité et réconciliation en Afrique du Sud, dirigée par le révérend Desmond Tutu, et portait sur le rôle du général Constand Viljoen comme chef de la Force de défense de l'Afrique du Sud durant l'apartheid. ([Le général Viljoen a témoigné en mai 1997 devant la Commission.](#))

En juin 1997, l'article a fait l'objet d'une poursuite en diffamation entamée par la Sacada, le chef du Front de la liberté et l'ancien chef de la SADF, le général Constand Viljoen, contre l'auteur et Le Monde diplomatique. L'action en justice lancée à Paris a ensuite été rejetée par le Palais de Justice de Paris.

Michel Chossudovsky, le 12 décembre, 2013

---

*Forcés de renoncer à l'odieux régime qui les avait mis au banc des nations, les fermiers blancs sud-africains se redéplient en direction du Mozambique et de l'Angola. Fer de lance de la nouvelle puissance régionale, ils prétendent s'emparer des meilleures terres agricoles et mettent en danger, avec l'aide de la communauté internationale, la survie des communautés locales.*

CRÉER un « couloir agroalimentaire » de l'Angola au Mozambique, tel est le projet d'une organisation de la droite sud-africaine blanche, le Front de la liberté. Avec le soutien de la Chambre sud-africaine pour le développement de l'agriculture, la Sacada, l'agrobusiness afrikaner voudrait ainsi étendre sa mainmise sur les pays voisins en investissant massivement dans l'agriculture commerciale, l'industrie alimentaire et l'écotourisme. Objectif : mettre sur pied, au-delà des frontières de l'Afrique du Sud, des exploitations agricoles gérées par des Blancs. Car ce « couloir agroalimentaire » n'est nullement destiné à satisfaire les besoins de la population locale – au contraire : des paysans perdront leurs terres et les petits propriétaires se transformeront en métayers ou en ouvriers agricoles travaillant pour le compte des Boers, propriétaires des grandes plantations.

Le Front de la liberté est dirigé par le général Constand Viljoen : cet ancien commandant en chef de l'armée au temps de l'apartheid fut jadis impliqué dans l'assassinat de militants anti-apartheid et comme responsable d'une organisation secrète (Stratcom) mise en cause dans des attentats, des actes de torture et la diffusion de propagande extrémiste (1). Si son parti semble modéré, comparé au groupe d'extrême droite de Eugène Terreblanche, l'Afrikaner Weerstandebeweging

(AWB), il n'en est pas moins un mouvement politique raciste fidèle à l'idée d'un Etat afrikaner (2). Paradoxalement, l'initiative commune de la Sacada et du Front de la liberté bénéficie du soutien politique de l'ANC, notamment de la bénédiction du président Nelson Mandela. Ce dernier a délégué au conseil d'administration de la Sacada le premier ministre de la province de Mpumalanga (Transvaal de l'Est), M. Matthews Phosa, l'un des hommes d'affaires noirs les plus prospères de la province, qui a préparé l'extension aux pays voisins des intérêts des hommes d'affaires blancs (3).

Au cours des discussions avec le président sud-africain, le général Viljoen a soutenu que « l'installation des fermiers afrikaners dans des pays voisins stimulera les économies de ces pays, procurera à la population locale de la nourriture et des emplois, ce qui endiguera le flux de l'immigration illégale vers l'Afrique du Sud (4) ». Approuvant ce projet, le président Mandela a invité les autres pays africains à « considérer ces immigrants comme une sorte d'aide étrangère (5) ». Et Pretoria négocie d'ores et déjà avec plusieurs d'entre eux – à ce jour, douze pays « intéressés par les fermiers blancs sud-africains » se sont adressés à la Sacada (6).

Mais le « couloir agroalimentaire » en question perturbera le système agricole existant. L'agrobusiness sud-africain va non seulement s'approprier des millions d'hectares des meilleures terres, mais aussi s'emparer des infrastructures économiques et sociales du pays d'accueil – les Boers dirigeront ainsi de grandes exploitations utilisant la population rurale locale comme métayers ou comme saisonniers. Bref, il portera un coup fatal tant à l'agriculture de subsistance qu'à l'agriculture commerciale des paysans et se substituera au marché agricole local, entretenant une famine déjà endémique dans cette région.

La Sacada a l'intention d'investir au Zaïre, en Zambie, en Angola et de mener « une expérience pilote au Mozambique (7) ». A cet effet, en mai 1996, les présidents mozambicain et sud-africain, MM. Joaquim Chissano et Nelson Mandela, ont signé un accord intergouvernemental autorisant l'agroalimentaire afrikaner à investir dans au moins six provinces du Mozambique et à y créer un ensemble de concessions s'étendant sur huit millions d'hectares. « Le Mozambique a besoin de notre compétence technique et de notre argent, et nous avons les personnes indiquées, déclarait alors un responsable sud-africain. Nous préférons avoir une région peu peuplée. (...) Pour les Boers, la terre est à ranger avec Dieu et la Bible. » Quant aux petits propriétaires ruraux et aux agriculteurs qui ne produisent que le minimum vital et sont en général dans l'impossibilité de fournir des titres de propriété, ils connaîtront l'expulsion ou le déplacement vers des terres à moindre rendement (8).

## Un véritable cadeau

POUR 0,15 dollar l'hectare, les fermiers afrikaners se verront en particulier concéder les meilleures terres agricoles de la province mozambicaine de Niassa : un véritable cadeau. Grâce à une forme de co-entreprise, baptisée projet Mosagrius, la Sacada a pu s'établir dans la vallée fertile du Luganda. Les Boers convoitent de surcroît les terres agricoles qui bordent deux autres fleuves, le Zambèze et le Limpopo, ainsi que le réseau routier et ferroviaire liant Licinga, la capitale de Niassa, au port maritime de Nagala – la ligne de chemin de fer a été modernisée et réhabilitée par une entreprise française avec les crédits au développement fournis par Paris.

Un premier pas a été franchi, en 1996, dans la mise en oeuvre de cet accord, avec la cession à la Sacada de concessions où 500 exploitations agricoles blanches doivent s'installer sur des terres destinées à l'exploitation commerciale (9). La

gestion des nouvelles propriétés boers sera entièrement intégrée à celle de leurs entreprises en Afrique du Sud, qui enverront au Mozambique directeurs et surveillants afrikaners blancs, mais aussi hommes de main, chauffeurs de tracteurs et techniciens noirs. « Chaque fermier afrikaner emmènera son cadre de service noir » pour contrôler et commander la population locale, affirme le chargé de liaison à la Commission sud-africaine de Maputo. En revanche, peu de colons blancs se rendront eux-mêmes dans les concessions de Niassa.

D'après le projet de la Sacada, les communautés locales vivant sur les futures concessions seront regroupées dans des « townships rurales » similaires à celles qui prévalaient sous le régime d'apartheid. « On installera des villages le long des routes proches des fermes [blanches], à proximité des champs – pour que les ouvriers agricoles puissent facilement se déplacer entre leur domicile et leur lieu de travail. On établira un minimum d'infrastructures, et un lopin de terre sera alloué à chaque ménage pour subvenir à ses besoins (10). » A moins de se voir assurer un droit à la terre dans les concessions ou les zones limitrophes, les paysans deviendront ainsi rapidement des travailleurs agricoles sans terre ou des métayers, selon le système cher aux Boers depuis le XIXe siècle. Celui-ci consiste à accorder aux Noirs une parcelle de terre en échange de leur corvée sur les plantations blanches. Bien qu'illégal en Afrique du Sud depuis 1960, il reste en vigueur notamment dans l'est du Transvaal et au Kwazulu Natal (11).

Les grandes banques sud-africaines, la Banque mondiale et l'Union européenne soutiennent cette entreprise. Le « couloir agroalimentaire » fait partie des programmes d'ajustement structurel appuyés par les institutions de Bretton Woods. Les investissements afrikaners dans le domaine agricole vont de pair avec la réforme agraire parrainée par la Banque mondiale. Les bailleurs de fonds considèrent même l'expropriation des paysans comme la condition préalable au rééchelonnement des dettes accordées par le Club de Paris. « La Sacada, explique son secrétaire, M. Willie Jordan, a décidé d'aligner sa politique sur celle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, et entend devenir une agence internationale pour le développement » autorisée à conclure des accords pour réaliser « des programmes de coopération et d'aide au développement (12) ».

Si la communauté internationale a soutenu (tardivement) le combat de l'ANC contre l'apartheid, elle aide maintenant financièrement les organisations racistes afrikaners de développement. Autrement dit, les pays occidentaux donateurs contribuent à l'extension de l'apartheid aux pays voisins de l'Afrique du Sud. L'Union européenne a ainsi financé la Sacada dans le cadre d'aides octroyées à Pretoria au titre du programme de reconstruction et de développement. Un responsable de Bruxelles considère l'initiative de la Sacada comme « la meilleure nouvelle pour ce continent depuis trente ans (13) ».

Une grande partie du littoral mozambicain du lac Niassa – dont 160 kilomètres à travers la vallée du Rif, de Meponda jusqu'à Metangula, et, au nord, jusqu'à la frontière tanzanienne – est incluse dans un projet de « tourisme et autres activités complémentaires et écologiquement durables (14) », qui prévoit également l'attribution à des fermiers afrikaners de zones de pêche et d'aquaculture au détriment de la pêche locale. Les Boers auront en outre le droit d'exploiter les 20 000 hectares de la réserve du Niassa Game, située sur la frontière avec la Tanzanie, toujours au nom du « tourisme écologiquement durable ».

M. James Ulysses Blanchard III s'est lancé dans une entreprise plus importante encore. Durant la guerre civile qui a longtemps sévi au Mozambique, ce magnat texan avait financé le mouvement rebelle Renamo, alors soutenu par le régime de l'apartheid et entraîné par l'armée sud-africaine. Cela n'a pas empêché le gouvernement du Frelimo de lui accorder une vaste concession comprenant la

réserve d'éléphants de Maputo et, au sud, un vaste territoire, la péninsule de Machangula. M. Blanchard III a l'intention d'y créer un parc de loisirs, l'Indian Ocean Dream Park, avec hôtel lacustre, chambres de luxe pour touristes facturées de 600 à 800 dollars la nuit et casino. Evidemment, les communautés locales vivant sur cette concession seront expropriées. " Nous allons venir et leur dire : « Désormais vous vivez dans un parc national. Vous avez le choix entre enclorre vos villages ou voir se balader dans votre rue principale des animaux sauvages » ", explique tranquillement le directeur général du parc, M. John Parrot.

A terme, cette évolution pourrait déboucher sur un morcellement du territoire national en différentes concessions. Au Mozambique, on l'a vu, un territoire autonome, véritable Etat dans l'Etat, est en train d'émerger dans la province de Niassa. Le projet Mosagrius – que contrôlent les Boers et qui échappe à l'autorité des gouvernements nationaux et provinciaux – est la seule autorité compétente et reconnue en matière de droit d'exploitation de la terre. De plus, il constitue une zone franche bénéficiant de la libre circulation des personnes – des Afrikaners, s'entend -, des marchandises et des capitaux, les investissements étant « dispensés de droits de douane et de toute autre imposition ». Des concessions semblables étant accordées à des investisseurs étrangers dans différentes régions du pays, le territoire national sera bientôt partagé en « couloirs ». Voilà qui, en fin de compte, pourrait annoncer la naissance d'une nouvelle ère coloniale.

**Michel Chossudovsky**

- (1) « Ten Years Ago », Weekly Mail and Guardian, Johannesburg, 23 juin 1995.
- (2) M. Viljoen a renoncé à ses menaces de résistance armée peu avant les élections de 1994.
- (3) « Trade Block Planned for Eastern Regions », Weekly Mail and Guardian, Johannesburg, 12 mai 1995.
- (4) » EU Backs Boers Trek to Mozambique « , Weekly Mail and Guardian, Johannesburg, 1er décembre 1995.
- (5) » The Boers are Back « , South Africa : Programme Support Online, no 4, 1996. Voir aussi » Boers Seek Greener Pastures « , Los Angeles Times, 2 septembre 1995.
- (6) Cité dans « EU Backs Boers Trek to Mozambique », op. cit.
- (7) Ibidem.
- (8) Voir les documents de la Land Conference, Conferencia nacional de terras, documento de trabalho, Maputo, juillet 1996.
- (9) Selon les rapports de presse et les responsables de la South African High Commission. L'accord lui-même fait explicitement référence à 170 000 hectares et à la perspective de droits d'exploitation sur le lac Niassa. Cf. « The Agreement on Basic Principles and Understanding Concerning the Mosagrius Development Program » (L'accord sur les principes de base concernant le programme de développement Mosagrius), Maputo, mai 1996.
- (10) Entrevue avec le responsable du haut- commissariat d'Afrique du Sud à Maputo, juillet 1996.
- (11) « Hanekom's Bill to Bury Slavery », Eddie Koch et Gaye Davis, Weekly Mail and Guardian, Johannesburg, 2 juin 1995.
- (12) Cité dans » EU Backs Boers Trek to Mozambique « , op. cit. Pour le rôle du FMI au Mozambique, voir » FMI nao concorda « , Mediafax, Maputo, 26 septembre

1995, page 1.

(13) » EU Backs Boers Trek to Mozambique « , op. cit.

(14) Addendum 1, art. 1 de l'accord de Mosagrus.

Copyright © 2013 Global Research